

28 avril 1948

PRIX : 4 francs
L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES
La Voix des Travailleurs – ORGANE DE LUTTE DE CLASSE

UN "MUR DES LAMENTATIONS" N'ARRETERA PAS LA GUERRE

"Qui ose prétendre que le plan Marshall d'aide économique à l'Europe soit un plan de guerre ?" interrogeait superbement, il y a quelque temps, la presse favorable aux banquiers de New-York. Mais, à peine voté par le Congrès américain et officiellement accepté par le troupeau des seize ministres des Affaires étrangères européens, le plan de "relèvement" dévoile entièrement ses véritables buts. Ne peuvent en douter que les gens qui ne veulent, à aucun prix, ni voir ni entendre.

Le début de la semaine a été marqué par une grande offensive de la diplomatie "occidentale" qui, par tous les moyens de propagande à sa disposition, s'efforce de convaincre le public de la nécessité d'une garantie militaire américaine à l'Europe de l'Ouest. On apprend, en même temps, toujours par les journaux car ces messieurs n'ont vraiment pas besoin d'en demander d'abord la permission à leurs peuples

Qu e M a r s h a l l, B e v i n e t B i d a u l t p r é p a r e n t déjà les grandes lignes d'un vaste programme de défense.

Ils ont besoin d'une grande armée pour la disposer face au "rideau de fer" ; ils veulent des bases aériennes pour la R.A.F. anglaise sur le continent, y compris en France ; ils s'apprêtent à unifier les marines des cinq puissances (Angleterre, France, Belgique, Hollande et Luxembourg) et à préparer les plans de mobilisation générale : VOILA A QUOI SERVENT LES MILLIARDS DE DOLLARS AVEC LESQUELS TANT DE NAIFS ONT ETE ALLECHES. L'Oncle Sam philanthrope n'est qu'une illusion derrière laquelle se cache le businessman américain, qui poursuit depuis trente et un ans (1917 !) ses plans de conquêtes mondiales !

Rien n'a été négligé, cette fois-ci non plus, pour offrir aux éternels dupes une paille à laquelle s'accrocher. Vous le voyez, il s'agit d'organiser militairement les "Cinq" seulement ; des pays comme l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne en sont exclus ; nous resterons entre alliés, entre démocrates !

Mais, si la coopération militaire n'est pas préconisée pour le moment, la coopération économique avec l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne est néanmoins une coopération de guerre. Même ainsi, il n'est déjà que trop clair que toutes ces guerres contre l'ennemi "héréditaire" ou contre "l'agression" n'ont été que des prétextes utilisés par les capitalistes, selon leur bon plaisir, au profit de leur brigandage contre les peuples.

Mais, bien que conscients des duperies dont ils sont victimes, les peuples n'ont pas été capables, jusqu'à maintenant, de réagir efficacement. Aucun signe n'est venu révéler que les ouvriers des pays intéressés, ceux de France en particulier, soient décidés à mener enfin une véritable lutte contre la guerre. Il y a d'un côté une minorité qui essaie d'embrigader les masses dans le camp russe ; de l'autre côté, une minorité "intéressée" au plan Marshall, tandis qu'au milieu la grande masse reste désespérée, ne sachant que faire, se vouant à tous les saints ; en fin de compte, elle ne sait que se

répandre en quotidiennes lamentations, en attendant que la catastrophe vienne l'écraser de tout son poids.

Cependant, dans la lutte contre la guerre, la classe ouvrière a de nombreuses traditions,

possède sa propre méthode la révolution et dispose seule de la force nécessaire. Seulement, au-dessus d'elle, une couche de parasites bureaucratiques, n'ayant adopté qu'en apparence différentes idéologies ouvrières (socialistes, communistes, syndicalistes et autres), l'empêche d'accomplir sa mission historique, qui est celle de renverser le capitalisme et de bâtir le socialisme afin de mettre un terme aux guerres entre les peuples. Au contraire, ces bureaucrates vendent les ouvriers au plus offrant. La lutte contre la guerre commence donc par l'effort de se débarrasser de ceux qui déforment et avilissent le mouvement ouvrier. Ces gens ne sont pas des inconnus pour les ouvriers. Les exploités connaissent par leur nom ceux qui, tout en prétendant servir la classe ouvrière, ne font que s'en servir. Le malheur, c'est que, tout en s'en plaignant, ils retombent à chaque nouvelle occasion, sous leur fêrule. L'époque de prospérité capitaliste d'avant guerre a trop habitué le gros de la classe ouvrière à s'en remettre, pour les questions décisives, à ses députés ou ses "représentants" syndicaux.

Or les temps ont complètement changé. A notre époque, l'homme fait plus que jamais lui-même son destin. Seul l'esclave résigné se lamente ; l'homme qui veut devenir libre agit. Il essaie de convaincre, de mobiliser, se mobilise lui-même ; il relève le courage des autres, et pour cela il commence par regarder lui-même courageusement autour de lui. Il ne cherche pas si la bonne cause entraîne déjà des millions de partisans : il examine seulement si la cause est juste. Car une cause juste ne manquera jamais de rassembler les millions d'hommes qui la mèneront à bien.

Les travailleurs de France possèdent dans leur propre histoire de véritables traditions de lutte socialiste. Ou la classe ouvrière renouera avec ses traditions révolutionnaires, ou la guerre passera. Ce n'est pas un "mur de lamentations" qui peut l'arrêter.

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

LE PREMIER MAI FERIE C'EST SIGNE HITLER-PETAÏN

Depuis plus d'un demi-siècle le 1er mai est, pour le prolétariat international, une journée de lutte revendicative et de mobilisation de forces dans le monde entier.

Avant la guerre, le 1er mai était marqué par des luttes ouvrières. Le patronat se tenait sur la défensive, en menaçant de licenciements, l'Etat mobilisait sa police pour maintenir "l'ordre". En un mot, la bourgeoisie craignait le 1er mai. En France, c'est en 1906 que, pour la première fois, le 1er mai revêt une ampleur formidable. L'objectif est la journée de huit heures, et les bourgeois ont une telle peur de l'action des ouvriers qu'ils ont, dans les jours précédents, fait provision de vivres, et se sont réfugiés dans les caves de peur de l'émeute populaire.

La bourgeoisie a essayé de transformer la manifestation ouvrière annuelle contre l'esclavage capitaliste, en une "fête du travail". Aux travailleurs écrasés par la misère, elle a préféré faire le sacrifice d'une journée de chômage payé, plutôt que de s'exposer à la lutte revendicative des ouvriers. C'est ce que fit Pétain pendant la guerre. C'est ce qu'avait fait Hitler au pouvoir en Allemagne.

Après la "libération", les organisations syndicales attachées au char des capitalistes alliés et De Gaulle, voulurent faire mieux : elles décidèrent que le 1er mai 1945 serait une "journée de travail de choc". Mais les protestations indignées des ouvriers firent rapporter cette décision, et après les années de guerre et l'occupation, pour la première fois, les ouvriers retrouvèrent dans le 1er mai, une journée de manifestation de classe.

Mais déjà en 1946, le renégat Croizat, alors ministre du Travail, reprend l'idée de Pétain et fait du 1er mai un "jour férié". Mais, comme il ne veut pas gêner la production, cette journée sera

récupérable.

En 1947, les dirigeants du P.C.F. étant assis dans les fauteuils ministériels, la manifestation du 1er mai sort des faubourgs pour se transformer en un défilé de mi-carême, de la Bastille à la Concorde. Cependant, les travailleurs de chez Renault sont en grève, et les matraquages des agents du P.C.F. contre les diffuseurs des tracts du Comité de grève Renault seront impuissants à arrêter l'élan de la lutte gréviste qui, durant toute l'année 1947, déferla par toute la France.

Que sera le 1er mai 1948 ?

Certains ouvriers, dégoûtés des méthodes du P.C.F., iront peut-être au Parc de Saint-Cloud, où De Gaulle, suivant dignement les traces de Pétain, "offre gratuitement" un spectacle champêtre avec Edith Piaf et autres exhibitions. D'autres iront écouter les discours des "grands chefs" et défiler de la Bastille à la Nation. D'autres iront au muguet. 1er mai 48, jour de fête. Voilà ce qu'on offre aux ouvriers. Une journée de repos et de bourrage de crâne, afin de nous faire oublier un moment tous les autres jours de l'année où il faut trimer dur.

Mais, déjà au 1er mai 1945, comme au 1er mai 1947, les ouvriers ont montré qu'ils savaient se passer de l'approbation des dirigeants pour agir dans un esprit de classe.

Si les défaites récentes, dues à la trahison des chefs ouvriers, ne leur permettent pas de manifester leur combativité en ce jour de 1er mai, ils n'en ont pas pour autant abandonné leur droit à la vie. Gare au jour où ils auront récupéré suffisamment de forces et de cohésion.

Tremblez, messieurs les capitalistes et leurs valets. Car si les travailleurs n'ont pas la possibilité de manifester leur colère en ce 1er mai 1948, ils n'en gardent pas moins au fond de leur cœur une haine profonde pour le régime qui les oppresse. Et tôt ou tard, cette colère finira bien par éclater.

IL FAUT CESSER DE TOURNER EN ROND !

D'après M. le ministre Teitgen, il nous reste à tenir encore six semaines pour que les choses aillent mieux.

Mais, d'après M. Abelin, c'est encore trois mois qu'il faut patienter...

Cependant, il a été reconnu, tout récemment, au Conseil économique, que le pouvoir d'achat des salariés se trouve aujourd'hui en-dessous de ce qu'il était en décembre dernier. Aussi le gouvernement, qui s'oppose, par ailleurs, à toute augmentation de salaire, promet-il d'augmenter la ration de pain... après la soudure.

D'autre part, on a proposé de détaxer certaines denrées pour faire baisser les prix. Mais dans Le Monde (22 avril), journal officieux, on lit que "les difficultés budgétaires viennent compliquer le problème de la baisse des prix... Il faut s'attendre à une augmentation des dépenses militaires... Aussi ne semble-t-on pas disposé, au ministère des Finances, à opérer des dégrèvements fiscaux sur les denrées alimentaires".

L'amélioration de la condition ouvrière, si l'on s'en remet au gouvernement, ne sera ni pour dans six semaines, ni pour dans trois mois, mais pour la semaine des quatre jeudis.

Ce n'est pas parce qu'ils ont confiance dans la politique gouvernementale, dont ils connaissent les calculs, que les ouvriers, en ce moment, ne bougent pas, mais parce que leurs propres organisations ne leur inspirent plus confiance, pour mener la lutte. Que représente, en effet, pour eux, la revendication actuelle de la C.G.T. pour une augmentation de 20%, après le sort qui a été fait, jusqu'à présent, à ses autres revendications ? A peine celle-ci vient-elle de menacer de mettre les capitalistes au pied du mur par le contrôle effectif des comités d'entreprise sur leurs livres de compte, qu'il n'en est déjà plus question !

Voilà pourquoi, la solution ne venant d'aucun côté, tout le monde tourne en rond : les ouvriers tournent en rond devant le buffet vide ; le gouvernement, avec son nième projet de baisse et son

vingtième plan de la viande, tourne autour des difficultés et ajourne les "solutions" ; tandis que, grâce à la surexploitation et aux bas salaires, les affaires des capitalistes continuent, elles, à tourner rond.

A la R.N.U.R.

ACCORDEZ VOS PAROLES ET VOS ACTES, M. LEFAUCHEUX !

La plupart des dernières grèves partielles qui ont eu lieu à la R.N.U.R., ont eu pour cause l'offensive patronale contre les temps : exiger plus de travail pour un même laps de temps, c'est indirectement diminuer le salaire de l'ouvrier dans lequel entre pour une part importante le "boni", le salaire au rendement.

Contrairement à la C.G.T., qui ne met nullement en question le principe du salaire au rendement et revendique l'amélioration des coefficients, le S.D.R. met en avant le seul mot d'ordre qui puisse battre en brèche la politique patronale : retour au plafond (au taux en vigueur avant sa suppression, c'est-à-dire 116%), avec maintien des salaires.

Quelle est, à ce sujet, la position de la direction patronale ?

"Il n'y a jamais eu d'ordre systématique donné par la direction pour réduire les temps de chronométrage", prétend M. Lefauchaux (compte rendu du Comité d'entreprise, 1er avril). Et s'il y a de grands écarts entre les salaires, cela est "très ennuyeux", mais "il ne pense pas" que cela "provienne des méthodes de chronométrage, mais de la suppression des plafonds".

Si la suppression du plafond explique l'anarchie qui existe dans les salaires, cela ne justifie pas encore qu'ils aillent en décroissant, que plus l'ouvrier travaille moins il gagne, au point que si aujourd'hui "le plafond de la production est atteint, les ouvriers travaillent pour le même prix". En fait, comme s'exprime hypocritement M. Lefauchaux, "...il faut revoir les temps, mais de façon telle qu'un travail moyen permette à l'ouvrier de gagner sa vie", ce qui, traduit en clair, signifie que la suppression du plafond a permis à la direction de revoir les temps de façon à ce que l'ouvrier ne gagne pas plus que ce qu'elle considère suffisant.

Mais si M. Lefauchaux ose ainsi sans danger dévoiler la situation actuelle comme engendrée par la suppression du plafond, c'est parce que ce sont MM. les cégétistes qui en ont été les champions.

Aujourd'hui, dans la même séance du Comité d'entreprise sus-mentionnée, le représentant cégétiste se plaint que le chronométrage "soit plus ou moins judicieusement établi", c'est-à-dire au détriment des ouvriers.

La direction, responsable des chronométrages, s'en prend à la suppression du plafond ; la C.G.T., responsable de la suppression du plafond, s'en prend aux mauvais chronométrages. Ainsi l'un et l'autre se renvoient la balle.

Mais prenons donc M. Lefauchaux au mot. La suppression du plafond provoque l'anarchie des salaires, c'est-à-dire l'anarchie de la production. (En effet, il arrive fréquemment que des ouvriers, ou même des chaînes entières, marchent à une cadence très vive - puisque le plafond est supprimé ; les ateliers qui précèdent dans la production ne marchent pas forcément à la même cadence ; ce qui fait que les ouvriers qui ont livré à un taux très élevé se trouvent brusquement arrêtés par manque de pièces, et à leur tour, ils en font attendre d'autres). Qu'on régularise la production en rétablissant le plafond et en maintenant le salaire, puisque selon leur propre aveu, celui-ci n'a pas été augmenté en même temps que la production !

Mais comment M. Lefauchaux se priverait-il, quels que soient par ailleurs les inconvénients pour la production, de faire réaliser à la plupart des ouvriers treize heures de travail en neuf heures et demie de présence ?

Nous savons bien que chez Citroën, par exemple, M. Boulanger préfère les bas salaires et les pièces loupées, plutôt que d'organiser la production en payant aux ouvriers un salaire décent.

Comment pourrait-il admettre l'unification des salaires, qui permettrait aux ouvriers de voir clair dans leurs fiches de paye et de mieux se défendre contre les "petits vols" qui rapportent à la direction des millions ?

C'est dans son propre intérêt que la direction avait donné satisfaction à la "revendication" cégétiste de la suppression du plafond. C'est à dessein qu'elle entretient l'anarchie dans les chronométrages.

Tout en s'accusant réciproquement, la direction et la section syndicale C.G.T., "pour battre la concurrence américaine", en arrivent aux mêmes conclusions : travailler au maximum.

Cependant pour le travailleur, le salaire au rendement, ce sont les longues journées de labeur, la cadence abrutissante qui ruine sa santé physique et encore plus sa santé morale, c'est le retour à l'alcoolisme dégradant dans lequel l'ouvrier essaie d'oublier sa misère, c'est la surexploitation qui fait d'un homme un robot.

A bas le salaire au rendement et, comme premier pas dans cette voie, retour au plafond à 116%.

P. BOIS

DANS L'ÎLE

En ce moment, dans toute l'usine, la direction mène l'offensive pour diminuer les temps et forcer au maximum la cadence, spéculant sur la misère des ouvriers.

Dans l'île, en particulier, sur la chaîne de carrosserie des 4 CV, grâce à une augmentation quotidienne de la vitesse de la chaîne, le même nombre d'ouvriers (35) est arrivé, en une semaine, à faire passer sa production de quarante à soixante véhicules ! La même opération effectuée par l'ouvrier, il y a quinze jours, en quinze minutes, l'est maintenant en dix.

La semaine dernière, les ouvriers de cette même chaîne, malgré la cadence infernale, ont encore réussi à rattraper, en une journée, un retard de travail d'une heure, dû à une panne d'électricité survenue la veille ! Le soir, ils étaient tous, sans exception, secoués de tremblements de la tête aux pieds. De tels faits ne sont malheureusement pas rares.

Tel un capitaine de galère, la direction enchaîne les ouvriers à la peine, réalisant une véritable course contre la montre pour savoir en quel temps record elle tirera tant de 4 CV de tant de paires de bras.

Pour quelques francs de plus par heure, les ouvriers se laisseront-ils diviser et imposer une cadence qui viendra rapidement à bout de leurs forces, mais permet à la direction, de multiplier non moins rapidement ses bénéfices ?

NOTICE HISTORIQUE SUR LE 1er MAI

Le Congrès socialiste international de Paris (1889), réuni à l'occasion de l'Exposition universelle, vota un projet établi par Lavigne, Guesde et Lafargue (Français) d'une part, Liebknecht et Bebel (Allemands), d'autre part. Ce projet réclamait l'organisation d'une "grande manifestation à date fixe de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement la journée de travail".

On retint la date du 1er mai 1890 parce qu'une manifestation semblable (ayant aussi pour but la journée de huit heures) avait déjà été fixée à cette date par les syndicats américains.

Mais les syndicats américains non plus n'avaient pas choisi ce 1er mai 1890 par hasard.

En octobre 1884, puis en décembre 1885, la centrale syndicale d'alors (The Federated Trades)

décida que "tout atelier, toute usine qui n'aurait pas obtenu de bon gré la journée de huit heures devait se mettre en grève pour l'obtenir de force le 1er mai 1886".

Au jour dit de grandes grèves éclatèrent un peu partout dans le pays. A Chicago, les troubles furent sanglants. La police tira sur les grévistes. Par représailles, une bombe fut lancée le lendemain sur le service d'ordre. De nombreux militants anarchistes furent arrêtés. Quatre furent condamnés à mort et exécutés.

Au cours des années 1888 et 1889, l'A.F.L. (qui succéda aux Federated Trades) décida qu'un second assaut aurait lieu le 1er mai 1890, quatrième anniversaire de Chicago.

En fait, on renonça au mouvement d'ensemble. Seuls les charpentiers et les menuisiers des Etats du Sud furent lancés dans la bataille. Ce fut un succès. Sur près de 1.200 grèves, 1.000 réussirent et un grand nombre de syndicats obtinrent même gain de cause sans grève.

1er mai 1890 (le premier en France)

Depuis plusieurs semaines, on ne parle que du 1er mai dans les journaux. La bourgeoisie n'est plus tranquille.

Paris est mis en état de siège. Le Temps (organe des 200 familles) "rassure" les braves gens amis de l'ordre : "La troupe gardera le fusil Lebel. Les hommes auront deux paquets de cartouches libres. On pense que cette provision sera suffisante..."

La journée se déroula dans le calme. Douze délégués des syndicats portèrent une "mise en demeure" aux pouvoirs publics. La pétition réclamait notamment la journée de huit heures, la limitation du travail des femmes et des enfants et la suppression du travail de nuit.

La moralité, ce fut Le Temps du 3 mai qui la tira : "Ce qui est grave, c'est le fait de s'être entendu par-dessus les frontières, d'avoir adopté un texte de réclamations commun, un mode de procéder commun, d'avoir mis en mouvement un si grand nombre de personnes appartenant aux nationalités et aux professions les plus diverses."

Résultats obtenus peu après : suppression du livret. Application de la loi (de 1848) limitant à 12 heures la journée de travail.

Le succès avait été tel, aussi bien en France que dans les autres pays, que l'on décida (Congrès de Lille, octobre 1890 pour le P.O.F., et de Calais, octobre 1890, pour la F.N. des syndicats) de recommencer.

Ce fut le Congrès socialiste international de Bruxelles qui, le 22 août 1891, conféra au 1er mai son caractère de manifestation annuelle. Déjà les partis socialistes de nombreux pays l'avaient précédé dans cette voie ; dans l'ordre : les partis scandinave, espagnol, français, allemand, autrichien, italien, anglais, portugais et suisse.

IL Y A UN AN, GREVE GENERALE CHEZ RENAULT

[Suite de l'article reproduit en entier avec le numéro 43 de la Voix des Travailleurs]

LIBRAIRIE

Marx et Engels

- Le Manifeste communiste (préfacé par L. Trotsky). 20.
- Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt. 60.

Rosa Luxembourg

- Réforme ou Révolution . 60.
- Grève générale, parti et syndicats. 60.

Léon Trotsky
– Le Marxisme et notre époque. 30.

ADMINISTRATION : JEAN BOIS, 65, rue Carnot, Suresnes (Seine)
Rendez-vous mercredi et vendredi de 18h à 20h : café-tabac «Le Terminus»
angle r. Collas av. Edouard Vaillant. M° Pont-de Sèvres